

<https://journal.alternatives.ca/?APPEL-A-MANIFESTER-Accord-de-libre-echange-Canada-Union-europeenne-AECCG>



APPEL À MANIFESTER - Accord de libre-échange Canada-Union européenne (AÉCG)



- Journal des Alternatives - Agenda -
Date de mise en ligne : mardi 29 janvier 2013

Copyright © Le Journal des Alternatives - Tous droits réservés

NOTRE SOUVERAINETÉ EST PRISE D'ASSAUT !

Centre du commerce mondial de Montréal
380, rue Saint-Antoine Ouest (métro Square-Victoria)

MERCI DE DIFFUSER LARGEMENT DANS VOS RÉSEAUX

Bonjour à toutes et tous,

Les négociations de l'Accord économique et commercial global (AÉCG) entre le Canada et l'Union européenne entrent dans leur dernier droit. Le gouvernement Harper souhaite conclure l'accord au plus vite en 2013, avec la complicité du gouvernement Marois.

Il est à nouveau temps d'agir.

Le RQIC lance ici un APPEL À MANIFESTER, pour le mardi, 29 janvier 2013, à 11 h 30, devant le bureau du Ministre Jean-François Lisée, Centre de commerce mondial de Montréal, 380 rue Saint-Antoine Ouest, à Montréal (métro Square-Victoria).

Pour l'occasion, nous transporterons le Cheval de Troie en bois, de 5 mètres de haut, flanqué des drapeaux du Canada et de l'Union européenne. Un point de presse suivra l'action, avec l'intervention de divers porte-parole.

Vous êtes tous et toutes invité-e-s à participer à la manifestation. Téléchargez le tract en couleur ou le tract en noir et blanc.

Vous trouverez aussi plus bas dans ce message le texte du tract.

Merci de diffuser cet appel largement et de mobiliser vos bases militantes dans la région de Montréal !

Apportez les banderoles de vos organisations !

Au plaisir de vous voir à la manif !

Salutations solidaires,

Pierre-Yves Serinet
Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC)
tél. : 514-276-1075
cellulaire le jour de l'action : 514-475-6434
L'AÉCG : Un véritable cheval de Troie pour les multinationales étrangères !

L'Accord économique et commercial global (AÉCG) entre le Canada et l'Union européenne est l'accord le plus ambitieux et préoccupant jamais négocié par le Canada.

Dans un secret presque complet, le gouvernement Harper souhaite conclure l'accord au plus vite en 2013, avec la

APPEL À MANIFESTER - Accord de libre-échange Canada-Union européenne (AÉCG)

complicité du gouvernement Marois. Pour la première fois, des domaines importants de compétences provinciale et municipale seraient livrés à la logique du « libre marché » et inféodés au pouvoir des investisseurs privés. C'est carrément le modèle de développement du Québec et notre capacité souveraine de gouverner pour l'intérêt public qui sont menacés.

L'AÉCG ouvre la porte à :

la privatisation des services publics ;

la privatisation de la gestion de l'eau ;

la préséance de l'investissement privé et des droits des multinationales sur les lois locales, ce qui leur permettrait de poursuivre un gouvernement pour toute politique, environnementale ou de développement local, qui pourrait restreindre leurs profits ;

l'augmentation du coût des médicaments en retardant l'accès de la population à des médicaments génériques ;

la main mise du privé sur nos ressources naturelles ;

la privatisation de certaines branches d'activités d'Hydro-Québec ;

la modification du système agricole de gestion de l'offre ;

un affaiblissement des protections de la culture.

L'objectif premier de l'AÉCG n'est pas la création d'emplois, ni réellement le plus grand accès au marché européen. L'AÉCG vise essentiellement à attirer les capitaux étrangers ici, chez nous, et à donner aux puissantes multinationales européennes le libre accès à nos ressources.

Monsieur LISÉE, Madame MAROIS, la population québécoise ne veut pas d'un accord de libre-échange qui prend d'assaut NOTRE SOUVERAINETÉ ÉCONOMIQUE, POLITIQUE, ALIMENTAIRE, ÉNERGÉTIQUE, ENVIRONNEMENTALE, CULTURELLE ET SOCIALE !

Appel à manifester ! Devant le bureau du ministre du Commerce extérieur Jean-François Lisée !

Mardi, le 29 janvier 2013, à 11h30

Centre de commerce mondial de Montréal
380, rue Saint-Antoine Ouest Montréal (métro Square-Victoria)

Le déficit démocratique ne peut plus durer.
Pour un débat public sur l'AÉCG, maintenant !